



ARRETE N° 23.277

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement :
Rue des gravières

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Vu le règlement de voirie de la commune de Marsilly,
Considérant la demande présentée par la société Somelec (17180 Périgny) pour la réalisation d'un deuxième branchement Enedis, 1 rue des gravières à 17137 MARSILLY, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du mercredi 15 novembre 2023 au vendredi 24 novembre 2023 : 1 rue des gravières

- Le stationnement sera interdit et déclaré gênant dans la zone de chantier. L'entreprise aura à charge d'interdire le stationnement au moins 8 jours avant le début des travaux.
- La rue de Nantilly sera aussi impactée par les travaux.
- Les travaux seront réalisés en demi-chaussée et la circulation se fera en chaussée rétrécie par alternat manuel.
- La collecte des ordures ménagères ne sera pas impactée car la tranchée sera refermée.

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3 : Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Somelec
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer,
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 31 octobre 2023
Pour le Maire
L'adjoint délégué

Jacques GLENEAU

